



RAPPORT D'ETUDE N°6 Prospective Sahel

Note de synthèse

Mai 2018





Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Note de synthèse

Les impacts sécuritaires des changements climatiques au Sahel

Au même titre que le rapport 5, ce rapport d'étude **privilégie une présentation géographique** afin de mieux rendre compte des spécificités nationales et d'accéder plus aisément aux informations essentielles pour chaque pays. L'objectif reste **l'analyse des risques sécuritaires liés aux dégradations environnementales et climatiques aux horizons 2030 et 2050, et l'évaluation de la capacité des forces armées locales à faire face à ces impacts.**

Le RE6 s'organise en fiches-pays, précédées d'une analyse régionale mettant en évidence les enjeux transversaux à la région sahélienne. Chaque fiche-pays est structurée à l'identique :

- **un résumé synthétique** rassemble les données clefs et permet de montrer en un coup d'œil les atouts et faiblesses du pays, et d'évaluer sa vulnérabilité aux risques climatiques (à l'aide d'une échelle de couleur) ;
- **un rappel de l'exposition du pays** aux impacts des changements climatiques ;
- **une évaluation des politiques publiques climatiques** mises en œuvre ;
- **une analyse du rôle des forces armées et de la protection civile** dans la gestion des risques de catastrophes naturelles ;
- **une partie prospective** proposant systématiquement un **scénario de crise tendanciel** et un **scénario de rupture**, afin d'anticiper la capacité de réponse des pays étudiés à faire face à un risque climatique donné, et les conséquences pour la France si un épisode climatique majeur venait à bouleverser leurs équilibres socio-économiques et politiques.

Ce rapport est le quatrième portant sur l'Afrique. Il reprend les pays du RE3 sur le Sahel (les cinq pays composant le G5 Sahel soit : Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad) en prolongeant l'analyse régionale d'une analyse pays par pays, sur le modèle des deux rapports précédents. Il complète le RE4 sur l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye) et le RE5 (Égypte, Soudan, Djibouti, Éthiopie, Centrafrique).



Carte. Localisation géographique des pays membres du G5 Sahel. Source : Studio Tamani.

Il

ressort de l'analyse régionale que la **question des ressources hydriques et alimentaires est, et sera** encore davantage à l'avenir sous l'effet des changements climatiques (aggravation



des sécheresses, augmentation des températures et variabilité pluviométrique croissante), **un enjeu crucial** pour l'ensemble de la région sahélienne.

La désertification et les sécheresses régulières restent la menace principale pour les activités agricoles. Ces phénomènes entraînent une modification des habitudes : les éleveurs doivent descendre plus au Sud, empiétant sur les terres cultivées et les dégradant. **Les conflits entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs se multiplient alors**, sur fond de tensions ethniques et d'instrumentalisation par des milices extrémistes.

La gestion commune des bassins fluviaux comme celui du fleuve Niger ou du lac Tchad se révèle laborieuse et peu efficace. Le **fleuve Niger**, dont dépendent exclusivement le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria, est menacé par une **diminution du débit**. Sont notamment en cause le moindre apport en pluie (sans doute un effet du changement climatique), l'installation de grands barrages et l'ensablement lié à l'avancée du désert. S'y ajoutent des **problèmes de pollution récurrents**, issus des villes et des activités extractives (or notamment). Le **lac Tchad aussi perd en surface**, alors qu'il est une source de revenus et de subsistance essentielle pour les pays riverains.

Par ailleurs, avec une croissance démographique parmi les plus fortes du monde (la situation au Niger est à cet égard particulièrement préoccupante), **la pression grandissante sur les ressources naturelles amenuisera à l'avenir la capacité des territoires à fixer et retenir les populations**. Cela renforcera très probablement les dynamiques migratoires actuelles (flux de migrants d'Afrique subsaharienne transitant par l'Afrique du Nord pour rejoindre l'Europe), et les risques sécuritaires associés (heurts entre migrants et forces de police, ou migrants et populations d'accueil, différends entre États, criminalisation de l'économie liée à l'immigration clandestine).

La situation sécuritaire complexe au Mali, au Tchad et au Niger rend, à des degrés divers, quasiment impossible la mise en œuvre réelle de politiques climatiques et relègue bien souvent les enjeux environnementaux au second plan devant les impératifs de pacification et de stabilisation.

La prise en compte des risques climatiques, et les réponses politiques apportées pour y faire face, varient peu dans les pays considérés. Elles sont toutes très largement conditionnées par l'aide de la communauté internationale. De plus, les États, souvent désorganisés, peinent à traduire les documents (plans d'adaptation, stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques, etc.) en actions concrètes.

Parmi les éléments développés dans les fiches-pays du présent rapport, on peut par exemple noter que :

- **le Mali est confronté à un stress hydrique important lié à la désertification.** Le gouvernement malien semble sensibilisé aux questions climatiques et joue un rôle moteur dans les négociations internationales. Néanmoins, nombre des actions annoncées ne se concrétisent pas sur le terrain par **manque d'organisation et en raison de l'insécurité**. L'activité djihadiste, importante dans le Nord, accapare les efforts de l'armée, de la protection civile et des moyens du gouvernement, au détriment de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation.
- **Le Niger est déjà confronté à des crises alimentaires récurrentes et connaîtra un important défi démographique** (population multipliée par 2,5 d'ici 2050). Les dispositifs de gestion des catastrophes et des crises alimentaires sont considérés comme

relativement efficaces, mais souffrent d'un manque de moyens humains et financiers et **reposent largement sur l'aide internationale**. Alors que l'armée n'intervient que très rarement dans la gestion des risques naturels, la **Protection civile nigérienne n'est pas en mesure d'intervenir sur l'ensemble du territoire** et se concentre dans les grandes villes.

- **Le Burkina Faso est régulièrement sujet à des sécheresses et à des inondations.** Jadis réputé pour sa stabilité, le pays a connu ces dernières années un regain d'activité djihadiste. S'il possède une politique climatique ambitieuse comparée à ses voisins, le sous-financement représente un obstacle conséquent. **L'armée est impliquée dans la gestion des catastrophes naturelles** et dispose de moyens raisonnables.
- **Le Tchad traverse des conflits éleveurs-agriculteurs récurrents, en plus d'être classé parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques.** La démographie y est galopante et l'agriculture peu productive en raison de l'aridité grandissante. Sècheresses et inondations sont de plus en plus fréquentes. **La protection civile dispose de trop peu de moyens techniques, ce qui limite sa capacité d'intervention.** L'armée n'intervient pas ou peu durant les catastrophes naturelles, mais reste très mobilisée sur les fronts du G5 Sahel. Le milieu rural est globalement inaccessible aux services de l'État.
- **La Mauritanie fait partie des pays les plus exposés au changement climatique.** L'exode rural transforme peu à peu cette société agro-pastorale nomade en une société urbaine. Nouakchott est directement menacée par la montée du niveau de la mer. Malgré des outils de planification, les structures de gestion des conflits ruraux liés aux ressources restent mal coordonnées. **Les forces armées disposent de capacités restreintes pour des besoins multiples.** Elles sont mobilisées très ponctuellement sur des missions de sauvetage lors de catastrophes naturelles.

Les **scénarios** (tendanciel et de rupture) proposés reposent souvent sur des dynamiques analogues, partant d'**événements climatiques violents**, liés aux changements climatiques, entraînant une **déstabilisation majeure des équilibres socio-économiques**. Dans un contexte politique instable, les **États se révèlent souvent incapables de gérer ce type de crises**, souvent catalysées par des **éléments extérieurs comme la menace djihadiste**.

Au-delà de la nécessité pour la France d'intervenir en tant que médiateur international ou pour protéger et/ou évacuer ses ressortissants, certains scénarios soulèvent la nécessité d'un redéploiement coordonné de l'armée française, en partenariat avec les acteurs locaux. En effets, un scénario national cache souvent un risque pour l'ensemble de la région, notamment en raison de la porosité des frontières sahéliennes et du caractère transfrontalier des flux traditionnels de populations (transhumance, migration saisonnière...). Parfois, seule une force armée extérieure peut empêcher l'embrasement de toute une région, qui pourrait avoir des conséquences sécuritaires globales.